

## L'année 2008 à la Martinique : premier bilan

*La perte de vitesse de l'économie martiniquaise en 2007 s'est confirmée en 2008. Après un début d'année favorable, l'activité a nettement fléchi au second semestre, venant altérer les résultats de l'ensemble de l'exercice. Le courant d'affaires global s'est contracté pour atteindre un niveau à peine supérieur à la moyenne de longue période.*

*Les indicateurs macroéconomiques se sont détériorés. Le regain d'inflation et la dégradation de la situation de l'emploi ont pesé sur la consommation et l'investissement des ménages et accru leur vulnérabilité. De son côté, l'investissement des entreprises s'est essoufflé pour la deuxième année consécutive avec une recrudescence des tensions de trésorerie. Au plan sectoriel, le ralentissement déjà à l'œuvre en 2007 dans le tourisme et, dans une moindre mesure, dans le secteur du BTP s'est étendu à l'ensemble des secteurs d'activité dès la fin du premier semestre.*

*En outre, si les effets de la crise financière internationale ne se sont pas totalement répercutés sur la sphère économique martiniquaise, les inquiétudes qui en découlent sont venues renforcer les incertitudes autour des dispositions prévues dans le projet de Loi d'orientation pour le développement économique de l'Outre-mer (LODEOM). Ces éléments ont participé à la dégradation du moral des chefs d'entreprise, modifiant notamment leur stratégie d'investissement, et ont pesé au final sur le dynamisme de l'activité économique du département.*

### I – DES INDICATEURS MACROECONOMIQUES PEU DYNAMIQUES

#### 1- Une inflation qui demeure élevée malgré un fléchissement des prix en fin d'année

A fin décembre 2008, le taux d'inflation s'affichait à +0,8% en glissement annuel, soit un niveau inférieur à celui enregistré au plan national (1%). Cette progression modeste de l'indice des prix en glissement annuel résulte notamment d'une diminution marquée des prix des produits énergétiques (-5,8%)<sup>1</sup> mais doit être nuancée en raison des tensions sur les prix consécutives au passage du cyclone Dean observées en fin d'année 2007.

En moyenne annuelle, l'inflation atteint +2,8% contre +2,4% un an auparavant, un niveau comparable à celui de la France Hexagonale. Il s'élève à +2,2% en Guadeloupe, +2,9 % à la Réunion et +3,5 % en Guyane.

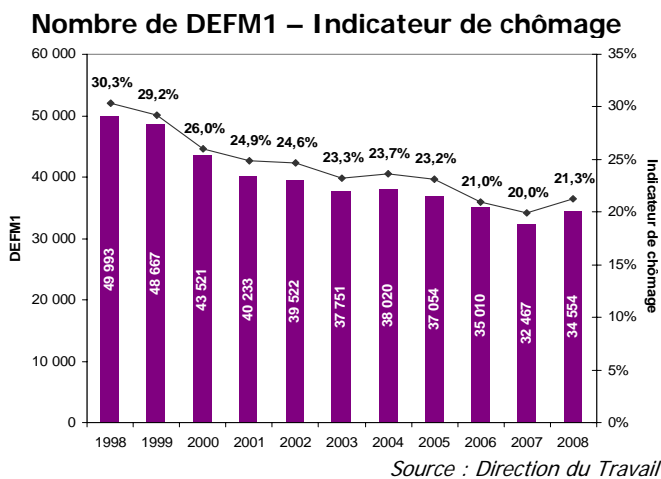
#### 2- Le taux de couverture, structurellement faible, demeure stable en 2008

A fin décembre 2008, le taux de couverture des importations par les exportations est demeuré stable sur un an à 13,6%. Cette situation résulte d'une croissance relativement équivalente des exportations et des importations (respectivement +10,1% pour un total de 370 millions d'euros et +9,6% pour un total de 2,7 milliards d'euros).

Dans le détail, la croissance des exportations a principalement été portée par celle des produits énergétiques (67% des exportations) tandis que la diminution des exportations de produits de l'industrie agroalimentaire (-19,7% sur un an) est venue compenser la hausse significative de la valeur des produits agricoles (43,3 millions d'euros fin 2008 contre 17,6 millions d'euros en 2007) entraînée par la reprise post-Dean des expéditions de bananes en mars 2008. En raison de la hausse des prix de l'énergie, les importations ont quant à elles été tirées par celles des produits énergétiques (+26,6% sur un an après -6,3%).

<sup>1</sup> Cette dernière est à rapprocher de la baisse des prix des hydrocarbures intervenue à l'issue du mouvement social initié en Guyane en novembre 2008 en vue d'obtenir la répercussion de la chute des cours du pétrole brut sur les prix à la pompe.

### 3- Une dégradation de la situation de l'emploi



L'année 2008 s'est caractérisée par une reprise des tensions sur le marché de l'emploi. Si jusqu'à fin juin 2008, l'évolution du nombre de DEFM1<sup>2</sup> était favorable, la Direction du Travail dénombrait 34 554 DEFM1 à fin décembre 2008, soit une augmentation annuelle de 6,4% venant rompre la tendance baissière engagée depuis 2005. Ainsi, l'indicateur de chômage a atteint 21,3%<sup>3</sup> contre 20% en décembre 2007. Toutes les strates ont été affectées : les femmes (+6,2%), les hommes (+6,8%) et les jeunes de moins de 25 ans (+6,8%) ont enregistré des taux de croissance comparables ; le nombre de chômeurs de longue durée a crû quant à lui de 5,1% sur un an.

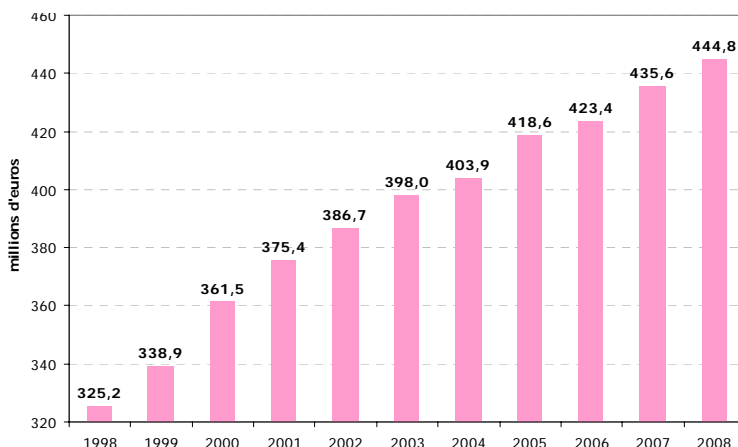
### 4- Une consommation terne et un investissement qui s'essouffle

La **consommation des ménages** est restée modérée en 2008. Alors que l'inflation annuelle moyenne a atteint +2,8%, le rythme de croissance annuelle en valeur des importations de biens de consommation (444,8 millions d'euros) s'est infléchi pour atteindre +2,2% à fin décembre, contre +2,9% l'année précédente.

La tendance est similaire en matière d'acquisition de véhicules particuliers neufs (VPN). Les immatriculations cumulées de VPN se sont élevées à 13 679 au terme de l'année 2008, accusant une baisse annuelle de 6,7%. Malgré les effets bénéfiques de l'instauration du bonus/malus écologique sur certaines gammes de véhicules, le relatif attentisme des consommateurs a conduit à un surstockage de véhicules<sup>4</sup>. En outre, les indicateurs disponibles témoignent d'un arrêt de l'amélioration de la **vulnérabilité financière des ménages**. Les incidents de paiement sur chèque, en diminution depuis 2003, ont crû de 0,5% à fin décembre 2008 tandis que le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminuait d'à peine 1% contre près de -7% un an auparavant

#### Importations de biens de consommation

Source : Douanes



Sur la période sous revue, un ralentissement de l'**investissement des ménages** a également été observé. Le nombre de logements individuels neufs construits en 2008 s'est infléchi<sup>5</sup> tandis que le rythme de croissance des encours de crédits à l'habitat des ménages a ralenti : il atteignait +9,1% à fin décembre 2008<sup>6</sup> contre +13,6% à fin décembre 2007. De son côté, l'effort d'**investissement des entreprises** a enregistré une nette contraction, notamment à partir du deuxième semestre 2008. Les importations de produits d'équipement ont diminué de 5,1% en valeur à fin décembre<sup>7</sup>. Parallèlement, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs reculaient de 2%. Si la croissance de l'encours des crédits à l'équipement des entreprises est demeurée vigoureuse (soit +19,7% sur un an à fin décembre – chiffres provisoires), elle serait davantage le fait des grands groupes que des entrepreneurs individuels<sup>8</sup>. De leur côté, les soldes d'opinion des chefs d'entreprises illustrent ce tassement de l'investissement : moins vigoureuses qu'en 2007 mais toujours positives au premier semestre 2008, les intentions d'investissement se sont fortement dégradées et sont devenues négatives au

<sup>2</sup> DEFM1 : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1.

<sup>3</sup> L'indicateur de chômage est calculé en rapportant le nombre de DEFM1 à la dernière population active connue pour l'année 2007, issue de l'Enquête Emploi de l'Insee.

<sup>4</sup> Les importations de véhicules automobiles ont augmenté de 10% en valeur à fin décembre 2008 pour atteindre 318,2 millions d'euros.

<sup>5</sup> Les attestations de conformité délivrées à des logements individuels neufs par le Consuel diminuent de 4,5% sur un an (2 014).

<sup>6</sup> A fin décembre 2008, l'encours des crédits à l'habitat aux ménages atteignait 1,8 milliard d'euros (chiffres provisoires).

<sup>7</sup> Les importations de biens d'équipement atteignaient 359,3 millions d'euros en 2008, en recul annuel de 5,1% après une croissance moyenne entre 2004 et 2007 de 11,8%.

<sup>8</sup> L'encours de crédits à l'équipement des entrepreneurs individuels augmente d'à peine 3,8% à fin décembre 2008 (chiffres provisoires) contre +16,3% un an auparavant.

second semestre 2008. Cette contraction de l'effort d'investissement s'est accompagnée d'un renforcement de la **vulnérabilité financière des entreprises**. Le nombre cumulé d'incidents de paiement sur effets s'établit à 2 302 en 2008 (+17% sur un an) pour un montant de 20,2 millions d'euros (13,9 M€ un an plus tôt). Par ailleurs, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire progresse de 7,7% sur un an à fin décembre pour s'établir à 2 176, soit le plus haut niveau atteint depuis 2001.

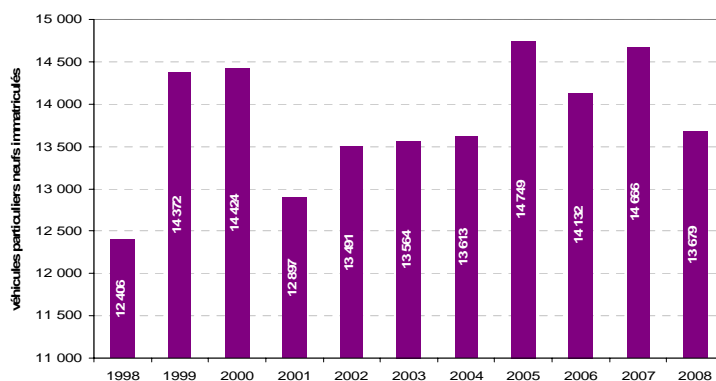
## II – UNE CONJONCTURE ECONOMIQUE EN RALENTISSEMENT

Après un début d'année prometteur, l'ensemble des secteurs sondés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'ledom<sup>9</sup> fait le constat d'un retournement de tendance marqué au cours du deuxième semestre 2008.

### 1- Commerce et services aux entreprises : une activité morose

Les **entreprises commerciales** ont ressenti une certaine atonie de leur courant d'affaires. En particulier, le commerce automobile a subi le contrecoup de l'attentisme des consommateurs lié à un contexte global défavorable. Seules les données afférentes à la grande distribution font état d'une activité bien orientée. Le chiffre d'affaires des huit hypermarchés de l'île a augmenté de 13,5% au terme de l'exercice (495 M€). Même si l'effet en est difficilement quantifiable, cette progression peut être rapprochée de l'ouverture récente de deux hypermarchés<sup>10</sup>.

#### Immatriculations de véhicules particuliers neufs

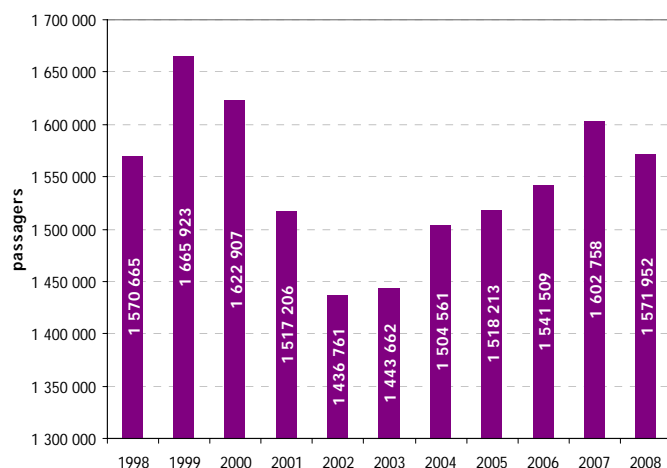


Source : Préfecture, Aaa

En 2008, et pour la première fois depuis 2004, les professionnels du secteur des **services aux entreprises** interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'ledom ont fait part d'un ralentissement de leur activité, notamment dans l'intérim, le gardiennage et le conseil informatique. Cette morosité s'est notamment fait jour au deuxième semestre. Ce secteur semble avoir subi les efforts de réduction des charges engagés par la plupart des entreprises en vue de faire face à des tensions de trésorerie.

### 2- Tourisme : un secteur toujours en proie aux difficultés

#### Passagers reçus à l'aéroport international Aimé Césaire



Après une année 2007 largement perturbée par des chocs exogènes<sup>11</sup>, l'activité touristique a été une nouvelle fois défavorablement orientée en 2008. Ainsi, le nombre de passagers ayant fréquenté l'aéroport international Aimé Césaire a enregistré un recul annuel de 1,9%. Selon l'enquête hôtelière de l'Insee, le taux d'occupation des hôtels de l'île s'est affiché en baisse pour atteindre 54,4% en moyenne de janvier à novembre 2008, contre 59,5% sur la même période de l'année précédente. De son côté, le Club des Professionnels du Séjour en Martinique (Ziléa) faisait part d'une diminution du chiffre d'affaires de 12% sur un an. Dans ce contexte, la liaison aérienne assurée par Delta Airlines entre Atlanta et la Martinique a été suspendue, tandis que des fermetures d'établissements hôteliers<sup>12</sup> sont intervenues au

cours de l'exercice. A l'inverse, après plusieurs années marquées par des baisses significatives, le secteur de la croisière a enregistré une croissance du nombre de croisiéristes de 14% sur un an. Cette évolution a

<sup>9</sup> En raison de la crise sociale ayant touchée le département en février-mars, L'enquête de conjoncture pâtit notamment d'un taux de réponse moins significatif qu'à l'ordinaire (56%)

<sup>10</sup> Enseigne Géant ouverte au Robert en décembre 2006 et Carrefour ouvert à Génipa en juin 2007.

<sup>11</sup> Cyclone Dean, tremblement de terre, épizootie de Dengue, polémiques autour de l'utilisation de pesticides.

<sup>12</sup> La Plantation Leyritz a été fermée, tandis que l'hôtel Kalenda a fait l'objet d'une liquidation judiciaire. La cessation d'activité de ces établissements emblématiques a causé une diminution de la capacité d'accueil de plus de 300 chambres.

principalement été portée par un quatrième trimestre dynamique, marqué par les escales du Bleu de France et du Ventura.

Face aux difficultés structurelles du secteur, les professionnels ont poursuivi leurs efforts de restructuration. De multiples partenariats ont été noués avec les compagnies aériennes, les tours opérateurs ou autres centrales de réservations en vue de développer la fréquentation. Des actions ont également été engagées en vue de permettre une diversification des marchés émetteurs.

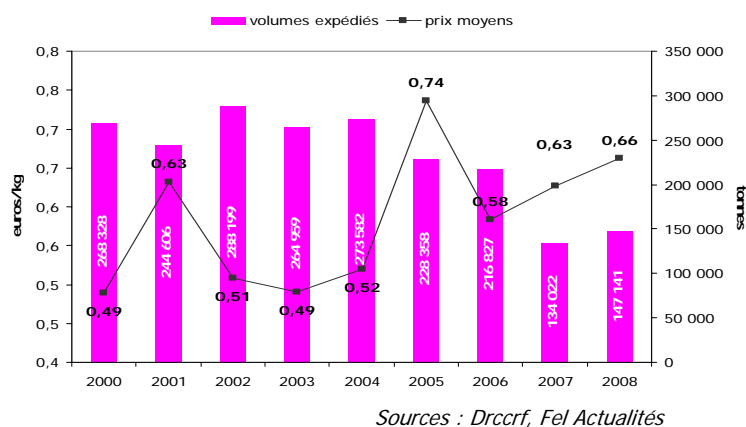
### 3- Industrie et construction : un bilan mitigé

Pour ces deux secteurs, l'année 2008 a été marquée par un certain attentisme découlant des débats autour des dispositions incluses dans le projet de loi d'orientation pour le développement économique de l'outre-mer. Dans ce contexte et au regard des résultats de l'enquête de conjoncture de l'Idom, **l'activité industrielle** s'est avérée atone en 2008, malgré un premier trimestre prometteur. Le bilan 2008 dans **le secteur de la construction** est également apparu mitigé. Outre l'attentisme précédemment évoqué, le moindre dynamisme de la commande publique a pesé sur le courant d'affaires. A ce titre, selon la Caisse de Congés Payés du BTP, la baisse annuelle des ventes de bitume atteignait 20% à fin décembre 2008, mettant en exergue le net ralentissement observé au sein du segment des travaux publics. Pour les autres professionnels du bâtiment (notamment le second œuvre), après un 1<sup>er</sup> trimestre 2008 marqué par un courant d'affaires terne, l'activité a enregistré un regain de vigueur au cours du second trimestre voire du troisième trimestre. Cette situation est à rapprocher des incertitudes autour du projet de modification du dispositif de défiscalisation dans le secteur libre qui ont conduit les entrepreneurs du BTP à accélérer le rythme de finalisation des programmes de logements collectifs. Aussi, tandis que les ventes de ciment ont stagné (-0,5% en 2008), les attestations de conformité électriques de logements neufs ont progressé de 12,3%, essentiellement portées par l'activité enregistrée au second trimestre<sup>13</sup>.

### 4- Agriculture et industrie agroalimentaire : une filière en convalescence

Après quatre mois d'interruption, les expéditions de **bananes** ont repris au premier trimestre 2008. Au total, quelques 147 000 tonnes de fruits ont été expédiées sur l'année, soit une augmentation annuelle de 9,8% mais - 32,1% par rapport à 2006. La banane martiniquaise a par ailleurs vu croître son prix à l'exportation : le kilogramme s'échangeait en moyenne 66 centimes d'euros contre 63 centimes d'euros en 2007.

**Banane : volumes expédiés et prix moyens**



Le secteur a poursuivi sa restructuration en 2008 et a initié une démarche d'intégration verticale. Ainsi, l'Union des producteurs de bananes de Guadeloupe et de Martinique s'est portée acquéreur du réseau de mûrserie Fruidor, afin d'intervenir désormais dans le domaine de la distribution. L'investissement s'est élevé à près de 56 millions d'euros.

Comme anticipé, la campagne cannière 2008 a été inférieure à celle de 2007 : 208 322 tonnes de cannes ont été récoltées, en recul annuel de 6,6%. Par ailleurs, la richesse saccharimétrique<sup>14</sup> de la canne

s'est inscrite en léger recul : 12,6 grammes de saccharose/100 grammes de canne contre 12,9 un an plus tôt. Dès lors, la production de sucre a diminué de 19% pour atteindre 4,7 milliers de tonnes. En matière de rhum, les distilleries de l'île ont produit 74,5 milliers d'hectolitres d'alcool pur, soit 6,2% de moins qu'en 2007. Globalement, les acteurs du secteur s'accordent à constater que la diminution de la production est moins importante qu'anticipée. En outre, à l'exception du tonnage de sucre, la campagne 2008 affiche des résultats supérieurs à la moyenne de longue période.

<sup>13</sup> Les attestations du Consuel concernant ce segment enregistrent une hausse annuelle de 32,8%. Au total, les attestations délivrées à l'ensemble des logements neufs augmentent de 12,3% en données cumulées sur un an.

<sup>14</sup> La richesse saccharimétrique permet de déterminer le coefficient de paiement (CP), qui lui-même conditionne le prix de référence pour les cannes livrées à l'usine sucrière du Galion. En 2008, le prix de référence est stable et s'élève à 65 euros par tonne pour un coefficient de paiement de 8. Le CP s'est élevé à 8,62 en 2008 contre 9,08 en 2007.